

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESCAVAMAR

1 chemin de qunita Aubert
09200 Moulis

Références : 2025-04-180
Code AIOT : 0006600486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement ESCAVAMAR implanté Les Conques 30580 Brouzet-lès-Alès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESCAVAMAR
- Les Conques 30580 Brouzet-lès-Alès
- Code AIOT : 0006600486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 pour une durée de 30 ans. Après plusieurs années d'activités très restreintes, un changement est intervenu en début d'année 2021 au bénéfice de la société ESCAVAMAR, qui a mis en place la société MAP implantée en Ariège pour assurer l'exploitation du site et de la carrière dans ce département.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Condition d'exploitation des carrières souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.2 et 16.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	PC2 Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	PC 3 Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 2.1.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- la nécessité de compléter le plan d'exploitation avec sa légende, avec le report des zones exploitées et celles dont l'exploitation est finalisée;
- la nécessité de mettre en place des fissuromètres sur les piliers à surveiller;
- la nécessité de justifier de l'enlèvement des ferrailles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition d'exploitation des carrières souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.2 et 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'exploitation des carrières souterraines et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

14.2. Exploitations souterraines :

L'exploitant d'une carrière souterraine, lorsque la profondeur de l'exploitation comptée à partir de la surface est inférieure à 100 mètres, informe le préfet un mois avant que les travaux n'arrivent à une distance horizontale de 50 mètres des éléments de la surface à protéger mentionnés à l'article 14-1 ci-dessus.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, les massifs de protection à laisser en place ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent, le cas échéant, être traversés ou enlevés ; il notifie sa décision à l'exploitant dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception de l'information.

Registres et plans de carrières souterraines

16.1. Plans et registres :

Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/2 000, du 1/2 500 ou du 1/5 000, est établi pour chaque carrière souterraine. Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.

Ce plan d'ensemble est mis à jour au moins une fois tous les six mois.

Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.

Constats :

Comme suite à la dernière visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation à une échelle adaptée avec les principaux éléments requis.

Il doit cependant le compléter en faisant reporter la légende des éléments renseignés, les zones exploitées et les zones déjà exploitées dont l'accès doit être condamné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : L'exploitant a mis en place une aire de rétention pour le stationnement de la chargeuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC2 Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025
Prescription contrôlée : Afin de protéger les éléments de la surface, les extractions seront réalisées selon les dispositions définies par l'étude géotechnique jointe à l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> • piliers de section carrée minimale de 3m sur 3m de côtés taillés à l'aide d'une rouilleuse • distance maximale de 10 m entre piliers • élancement des piliers limité à 2,5 (hauteur/largeur) - recouvrement compris entre 5m et 20 m.
Constats : L'exploitant doit préciser l'implantation des points de mesures constituant un point fixe pour le suivi des piliers concernés et mettre en place des fissuromètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PC 3 Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site

Constats :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les bons d'expédition pour l'évacuation des ferrailles, accompagné de photos justifiant leur élimination.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois